

Objet : Registre des actes de violence dont sont victimes les membres des personnels des établissements d'enseignement et assimilés organisé par la Communauté française. Site de la Médecine du travail.

Réseaux : Communauté française

Niveaux et services : tous

Période :

A l'attention de :

- Mesdames et Messieurs les Préfets (ètes), les Directeurs (trices) des établissements d'enseignement et assimilés organisé par la Communauté française ;
- Mesdames et Messieurs les Chefs d'établissement de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française ;
- Mesdames et Messieurs les Administrateurs (trices) des internats autonomes et des homes d'accueil de l'enseignement spécialisé organisé par la Communauté française ;
- Mesdames et Messieurs les Directeurs (trices) des Centres P.M.S. de la Communauté française ;
- Madame la Directrice du Centre d'Autoformation et de Formation continuée de Huy ;
- Monsieur le Directeur du Centre technique et pédagogique de Frameries ;
- Mesdames et Messieurs les Administrateurs (trices) des Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française ;
- Mesdames et Messieurs les Directeurs (trices)-Présidents (tes) des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française.

Pour information :

- Aux Membres du Service général d'Inspection ;
- Aux Membres des Services de Vérification concernés ;
- Aux organisations syndicales représentatives.

<u>Circulaire</u>	Informative	Administrative	Projet
-------------------	-------------	----------------	--------

<u>Emetteur</u>	AGERS – Jean-Pierre HUBIN, Administrateur général		
<u>Destinataires</u>	Voir ci-dessus		
<u>Contact</u>	Xavier VANHEESBEKE-Tél. :02/690.80.50 – Fax : 02/690.80.24 xavier.vanheesbeke@cfwb.be		
<u>Documents à renvoyer</u>	Néant		
<u>Date limite d'envoi</u>	Néant		
<u>Objet</u>	Registre des actes de violence.		
Renvoi :			
Nombre de pages : 4 (y compris l'annexe)		-annexe :1	
Téléphone pour duplicata :			
Mots clés : registre des actes de violence			

Bruxelles, le

Objet : Médecine du Travail – Registre des actes de violence.

L'article 12 de l'arrêté royal du 17 mai 2007 relatif à la prévention de la charge psychosociale occasionnée par le travail dont la violence, le harcèlement moral ou sexuel au travail précise que :

« L'employeur dont les travailleurs entrent en contact avec d'autres personnes sur les lieux de travail lors de l'exécution de leur travail prend connaissance des déclarations des travailleurs qui sont reprises dans un registre.

Ce registre est tenu par la personne de confiance ou le conseiller en prévention compétent ou par le service interne pour la prévention et la protection au travail si le conseiller en prévention compétent fait partie d'un service externe et qu'aucune personne de confiance n'a été désignée.

Ces déclarations contiennent une description des faits de violence, de harcèlement moral ou sexuel au travail causés par d'autres personnes sur le lieu de travail dont le travailleur estime avoir été l'objet ainsi que la date de ces faits. Elle ne comprend pas l'identité du travailleur.

Seuls l'employeur, le conseiller en prévention compétent et la personne de confiance ont accès à ce registre.

Il est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance. »

Sont donc visés par cette réglementation les actes de violence et de harcèlement dont **sont victimes des membres du personnel du chef de personnes extérieures à l'institution** (élèves, parents d'élèves, tiers, ...).

Il s'agit dès lors pour l'employeur de permettre à la fois aux membres de son personnel d'acter leurs déclarations et d'organiser la gestion du registre des actes de violence au travail en veillant à garantir la sécurité et la confidentialité des données ainsi récoltées.

A cet effet, un dispositif informatique de collecte des déclarations (effectuées en ligne à l'aide d'un formulaire « intelligent ») et d'enregistrement de celles-ci dans des bases de données sécurisées est mis à disposition des responsables hiérarchiques sur le site de la Médecine du travail de la Communauté française à l'adresse www.medecinedutravail.cfwb.be.

Ce dispositif permet au responsable de l'établissement de compléter un formulaire « intelligent » de déclaration chaque fois qu'un membre du personnel placé sous son autorité lui fait part d'un acte de violence ou de harcèlement (même verbal s'il peut être considéré comme grave).

Vous trouverez en annexe un mode d'emploi du registre des actes de violence au travail.

Je vous remercie de votre collaboration.

L'Administrateur général,

Jean-Pierre HUBIN.

Annexe : Registre des actes de violence – mode d’emploi

1. Connection au registre accessible sur le site de la Médecine du travail à l’adresse : www.medecinedutravail.cfwb.be ;
2. Connection au formulaire de déclaration en cliquant sur le lien « accéder au formulaire » et en utilisant le login `ecole_cfwb` et le code d’accès `ecole_cfwb` (le login et le code d’accès ne sont pas modifiables) ;
3. Remplissage du formulaire page par page. En cours de rédaction, le formulaire peut être sauvegardé durant 30 minutes (passé ce délai, la procédure doit être recommencée) ;
4. En fin de rédaction, le formulaire peut être visualisé, sauvegardé et validé ;
5. Lorsqu’il est validé, le formulaire est :
 - numéroté automatiquement de façon unique
 - transmis sous format PDF par courriel au responsable hiérarchique qui l’a établi
 - enregistré dans le registre des déclarations ad hoc
6. La déclaration ainsi établie et numérotée doit être imprimée, datée et signée par le responsable hiérarchique et le membre du personnel concerné qui en reçoit copie. Le document original daté et signé est conservé dans les archives du service pendant 5 ans.

Remarques :

- La correction ou l’annulation d’une déclaration peut être effectuée par envoi d’un courriel à l’adresse suivante : medecinedutravail@cfwb.be.
- Toute information complémentaire peut être obtenue auprès de la Cellule de coordination de la Médecine du travail :
 - par téléphone : 02/213.59.93
 - par télécopie : 02/213.59.57
 - par courriel : medecinedutravail@cfwb.be